

L'ambassadeur de Belgique en RDC retenu à Bruxelles

RD CONGO Les Belges du Congo s'inquiètent de cette absence prolongée

► Entre Bruxelles et Kinshasa, le froid demeure polaire et les Congolais mettent en cause Didier Reynders.

► Rentré le 29 janvier dernier à Bruxelles pour « consultations », il n'est pas près de retourner dans la capitale congolaise.

Retenu? Suspendu? En congé forcé? Depuis le 29 janvier, Bertrand de Crombrugge, ambassadeur de Belgique à Kinshasa a quitté son poste, rappelé à Bruxelles en consultation à la suite de la brouille entre la Belgique et le régime Kabila. En principe, il n'était parti que pour quelques jours, avec un bagage léger, mais à l'issue d'une série de réunions au département des Affaires étrangères, il a annoncé qu'il allait prendre des vacances tandis qu'on lui conseillait de faire revenir son épouse. En son absence c'est le consul de Belgique à Lubumbashi, Philippe Bronchain, qui « assure » les affaires courantes.

C'est en 2016 que le vent a réellement tourné, lorsqu'il est apparu que l'engagement constitutionnel de tenir des élections à la fin du deuxième et dernier mandat ne serait pas respecté. Auparavant, l'opposition congolaise s'était réunie à Genval, consacrant le leadership, peut-être prématuré de Moïse Katumbi, une initiative qui avait irrité Kinshasa. L'ambassadeur Michel Latschenko, un ancien d'Afghanistan qui n'avait pas froid aux yeux avait été remplacé par Bertrand de Crombrugge.

L'année 2016 s'étant terminée sans élections, les évêques du Congo réussirent à désamorcer

la crise en concluant, in extremis, l'accord dit de la Saint Sylvestre, prévoyant des élections en 2017 et, entre-temps, la mise en place d'un gouvernement dirigé par un Premier ministre issu de l'opposition. Bruxelles considéra cet accord entre toutes les parties congolaises comme une nouvelle source de légalité et déplora ouvertement les lenteurs et les entorses au processus, comme le fait d'avoir nommé au poste de Premier ministre Bruno Tshibala, un vétéran de l'opposition certes, mais qui n'avait pas l'aval du parti de Tshisekedi.

Marquée par la fin de la coopération militaire de la Belgique avec le Congo et le retrait (à contre-cœur) des hommes et du matériel basés à Kindu, la crise s'est accentuée tout au long de l'année 2017.

Kinshasa a eu l'impression que les Belges - et en particulier Didier Reynders - s'employaient à dénigrer le régime, qu'ils étaient à l'origine des sanctions décidées par l'Union européenne: gel des avoirs et interdictions de voyager. « *Les personnes ciblées, de hauts responsables de l'Etat, n'ont même pas eu l'occasion d'être entendues et de se défendre* » accuse Lambert Mende, le porte-parole du gouvernement qui soupçonne Bruxelles d'avoir rédigé la liste des personnalités pénalisées...

En réalité, les Belges sont loin d'être les seuls à s'inquiéter de la détérioration de la situation: l'extension de la violence dans le Kasai et surtout dans l'Ituri préoccupe les neuf voisins du Congo ainsi que les Nations unies. Tous redoutent une crise humanitaire majeure et des dérapages - contrôlés sinon télé-guidés - qui rendraient impossible tout exercice électoral.

La manière forte utilisée pour réprimer les marches des chrétiens, l'absence de mesures de

décrispation promises (libération des prisonniers politiques et retour de personnalités contraintes à l'exil comme Moïse Katumbi), l'intensification de la répression ont évidemment alimenté la critique internationale.

Si la Belgique, Didier Reynders en tête, est montée au créneau, c'est aussi sous la poussée d'une opinion publique plus sensible qu'ailleurs aux événements du Congo... Mais pour les proches de Kabila, rien n'y fait: « *Nous voulons des relations d'égal à égal, répète le porte-parole du gouvernement Lambert Mende, et en Europe, partout où nous nous tournons, on nous renvoie vers la Belgique.* »

C'est là que le bât blesse en effet: Kinshasa a le sentiment que, naguère plus discrets, « *les Belges sont partout* »: le représentant de l'Union européenne à Kinshasa est le Belge Bart Ouvry, Koen Vervaeke est le directeur Afrique de l'Union européenne, la députée socialiste Marie Arena prône une politique de sanctions à la tribune du Parlement européen... Pour Kinshasa il s'agit là d'un « *lobbying négatif* ».

Le camouflet subi lors de l'inauguration de la nouvelle ambassade de Belgique à Kinshasa a illustré le malaise... Alors que l'ambassadeur de Crombrugge avait averti

Bruxelles du fait qu'aucun officiel n'aurait l'autorisation d'assister à la cérémonie, Didier Reynders tint à faire l'aller-retour mais, frappé par une « *fatwa* » présidentielle, dut se contenter de visiter des quartiers populaires.

Lorsqu'au lendemain de la marche des chrétiens, le ministre de la Coopération Alexander De Croo (Open VLD) annonça la réaffectation de 25 millions d'euros destinés à la coopération, les mesures de

rétorsion s'enchaînèrent: réduction des fréquences de Brussels Airlines, fermeture des consulats à Lubumbashi et à Anvers. Mais surtout, les Congolais se tirèrent, à leur tour, une balle dans le pied: la fermeture de la Maison Schengen, une mesure

destinée à sanctionner la Belgique, prive désormais 12.000 demandeurs de visa congolais d'accéder à l'espace européen, au vif mécontentement de l'establishment.

Aujourd'hui, l'impasse est totale: une délégation belge composée de représentants du Premier ministre, de Didier Reynders et d'Alexander De Croo s'est rendue discrètement à Kinshasa pour tenter d'évaluer la situation. Mais une deuxième réunion prévue à Bruxelles n'a pas eu lieu, Kinshasa ayant décidé d'y envoyer des personnalités frappées de sanctions européennes!

Il n'est pas sûr que la diplomatie belge, qui s'est avancée loin de sa « zone de confort » traditionnelle, soit suivie par ses alliés, déconcertés par ce radicalisme inusité. Du côté Français en tout cas, on joue cavalier seul tandis que les Américains, par la voix de Nikki Haley, ont accepté l'idée d'élections en dernière minute, soit le 23 décembre prochain.

Si les Belges demeurent sceptiques, c'est parce que, instruits par l'expérience, ils devinent le dessous des cartes tandis que les Congolais se drapent dans un nationalisme offensé: « *C'est toujours de Bruxelles que partent les attaques, répète Lambert Mende. Les Belges veulent nous imposer leurs financements et leurs experts alors que nous voulons financer nous-mêmes nos élections.* »

Didier Reynders demeure bien seul sur la ligne de crête où il a choisi de cheminer... ■

COLETTE BRAECKMAN

COMMENTAIRE

COLETTE BRAECKMAN

UNE EXPERTISE
QUI FAIT
DÉSORDRE

D'ici quelques semaines, la Belgique défendra sa candidature à un siège de membre non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU et l'un de ses arguments portera sur son expertise africaine. Pourquoi pas ? Cette expertise est nourrie par le passé colonial, par l'effort de coopération mené depuis des années avec un Congo souvent traité comme un enfant unique, gâté par la nature et monopolisant l'attention. Mais surtout, cette expertise est celle de milliers de citoyens belges, nés au Congo ou

liés à ce pays par mille liens de famille, de travail, d'affection, qui veillent à ce que le courant continue à circuler et alimentent d'innombrables réseaux de solidarité. Un tel maillage, au niveau des populations, donne effectivement aux Belges une connaissance du Congo inégalée. Peut-on dire pour autant que le monde politique soit en phase avec cet intérêt, voire cette empathie du public ? Pas vraiment. On se souvient des compromissions avec le régime Mobutu, d'une rupture trop brutale suivie par une décennie d'indifférence, on se rappelle les élans et les efforts de Louis Michel suivis par l'arrogance d'un Karel De Gucht... Les hauts et les bas, les glaciations et les réchauffements, sans oublier les affaires... Aujourd'hui aussi, la

politique africaine de la Belgique fait désordre. En cette période cruciale où le Congo bascule entre la préparation des élections et la tentation de la violence, l'ambassadeur est prié de s'éterniser loin du terrain et aucune explication n'est donnée à cette absence, sauf le soupçon de désaccords au sommet. Quant aux Congolais qui sont, eux, de vrais spécialistes de la Belgique, ils jouent en virtuoses sur les contradictions du pouvoir : Kabila discute avec Charles Michel mais laisse Reynders dans l'anti-chambre, des experts essaient de forcer la porte et de contourner les sanctions tandis que des alliés européens rompent discrètement le front de la solidarité et, en douce, délivrent des visas ou signent des contrats...

Bref, le « front » est divisé : les uns rêvent tout haut d'une « transition sans Kabila » sans savoir comment on s'y prendra pour dégommer l'occupant du fauteuil présidentiel, d'autres, plus réalistes et sans illusions, prennent acte de la promesse d'élections qui seront de toute manière contestées. Sur un seul point cependant, il y a unanimité : alors que le Congo a réussi à faire reculer les géants du secteur minier, à leur faire accepter une plus juste rémunération du prix du cobalt et autres matières premières stratégiques, cette incontestable victoire, qui réjouit l'opinion congolaise et suscite un peu d'espoir, n'a été saluée que par le pesant silence des experts de tous bords.